

[Texte]

Then I asked if we needed to know what was going on in our airspace. I think that is absolutely unavoidable. We must know what is going on in our airspace.

This has not been covered yet, but I think it is most important to the situation the United States faces with Canada to their north. Do they require air defence? I say yes, even more so than we do.

Do they require the capabilities to know if there is aircraft in their space? Obviously, yes. To an American, Canadian airspace must be treated as just another piece of airspace contiguous to the United States. If the people looking after that airspace will not look after it, then in my judgment, the United States will find it absolutely essential to come up with some scheme so they can have it.

• 1215

Is our airspace of fundamental importance to them? Yes, I think it is.

Having answered yes to all those questions, then I have to ask how we do this. Do we leave it all to the United States? Do we do it independently or jointly? I do not think in any way, shape or form any of us would want to say we are going to leave it completely to the United States.

Coming back to economic or financial questions, I doubt that you can do it independently because of cost. Also you have to have co-ordination on both the air defence side and the air control side. So it is inevitable—we cannot get out of it whether we like it or not. In North America we are going to have to have some type of air defence agreement.

Looking at the agreement as such, taking off the preamble clauses, it is a straightforward agreement. The three objectives I read are stated and will pertain. The rest of the agreement has to do with operations and administration. You can play with that a little, but I do not think it will change it.

On that basis, Mr. Chairman, I would strongly recommend that the agreement be renewed, but I would say renew it for 15 years. If you are going to renew it for a shorter length of time, do it so the people involved can have a planning framework. You cannot plan on a year-by-year basis. It is difficult enough to do it on a five-year basis. I would almost say if you are going to do it on a five-year basis, do it so that you will only have hearings or change the thing if a *prima facie* case is made.

The Chairman: Thank you, Mr. Nixon. I turn now to testimony from Science for Peace and John Valleau. You might like, John, to introduce others who are with you.

Mr. Jean Valleau (Director, Science for Peace): Thank you, Mr. Chairman. Alan Weatherly is sitting next to me, and Mrs. Rabina Weatherly and Jean Smith are also here.

[Traduction]

Je me suis ensuite demandé si nous avons besoin de savoir quelle est la situation dans notre espace aérien. À mon avis, c'est absolument indispensable. Nous ne pourrions faire autrement.

Cela n'a pas encore été abordé mais j'estime que c'est un facteur déterminant si on veut comprendre la situation dans laquelle les États-Unis se trouvent, par rapport au flanc nord du Canada. Ont-ils besoin d'une défense aérienne? Je réponds oui, encore plus que nous.

Ont-ils besoin de système leur permettant de savoir s'il y a des appareils dans leur espace aérien? Bien sûr que oui. Pour un Américain, l'espace aérien canadien doit être considéré tout simplement comme un espace contigu à l'espace américain. Si les gens à qui appartient cet espace aérien ne veulent pas s'en occuper, je suis convaincu que les États-Unis jugeront absolument essentiel de le faire eux-mêmes.

Notre espace aérien est-il tout à fait fondamental pour eux? À mon avis, oui.

Ayant répondu oui à toutes ces questions, il convient de se demander ce qu'on doit faire. Doit-on laisser les États-Unis s'occuper de tout? Devons-nous nous en occuper nous-mêmes, ou le faire avec eux? Je ne conçois pas qu'il y ait ici quelqu'un qui soit prêt à dire que nous devons laisser toute cette responsabilité aux États-Unis.

Si on passe maintenant à l'aspect financier des choses, je doute que le Canada puisse assumer cette responsabilité tout seul, étant donné son coût. Il faut d'autre part tenir compte de la nécessité de coordonner la défense aérienne à la maîtrise de l'espace aérien. Il est donc inévitable de collaborer. Que cela nous plaise ou non, il n'y a pas d'autre solution. En Amérique du Nord, il devra toujours y avoir une forme d'accord de défense aérienne.

Si on examine l'accord lui-même, on voit qu'il est assez clair, les trois objectifs que j'ai mentionnés étant parfaitement exprimés. Pour le reste, à part le préambule, il s'agit d'articles relatifs aux opérations et à l'administration. On peut bien vouloir jouer avec ça un petit peu, je ne pense pas que cela puisse fondamentalement modifier l'accord.

Voilà donc, monsieur le président, pourquoi je recommande fermement que l'accord soit renouvelé, et qu'il le soit pour 15 ans. Si on veut le renouveler pour une période moins longue, qu'on le fasse tout en permettant aux gens concernés d'avoir un horizon de planification valable. On ne veut pas dresser de plan à échéance d'un an et c'est encore assez difficile à échéance de cinq ans. À mon avis, j'irais presque jusqu'à dire, si vous voulez ne le renouveler que pour cinq ans, que vous devriez prévoir alors que vous ne tiendrez des audiences que si quelqu'un peut soumettre un argument de nécessité évidente.

Le président: Merci, monsieur Nixon. Je vais maintenant donner la parole à John Valleau, représentant d'une organisation appelée *Science for Peace* (la Science pour la paix). Pourriez-vous présenter les personnes qui vous accompagnent, John?

M. Jean Valleau (directeur, Science for Peace (Science pour la paix)): Merci, monsieur le président. Je suis accompagné d'Alan Weatherly, assis à côté de moi, de M^{me} Rabina Weatherly et de Jean Smith.